loix positives, sur lesquelles reposent depuis treize cents ans les droits de vos sujets.

Il n'étoit pas permis à votre parlement de garder le silence sur une atteinte aussi formelle aux principes de la monarchie. Le respect & la prudence dictèrent l'arrêté, qui suivit la séance. V. M. en a supprimé la minute : elle a paru en même tems confirmer par sa réponse du 21 Novembre, les maximes établies & les formes pratiquées à la séance ; enfin, elle a désapprouvé l'usage des arrêtés sur les registres. La suppression de l'arrêté, la séance & l'usage des arrêtés sur les registres, formeront, Sire, la division naturelle de nos très-humbles & très-respectueuses rémontrances.

Le greffe de votre parlement, Sire, est un dépôt inviolable. C'est-là que se conservent les titres de vos sujets, & ceux même de V. M. Si l'autorité absolue pouvoit en disposer, que deviendroient dans un moment de crise ou d'erreur ces monumens antiques, qui d'âge en âge nous ont transmis les droits du trône & ceux des peuples ? Où retrouveroit-on ces vérités nationales, qui doivent régler le zèle des magistrats ? Arrachées de nos registres, elles se réfugioient dans nos cœurs, sans doute, & la force ne pourroit les atteindre dans ce dernier asyle : mais les archives de la magistrature offrent l'exemple à côté du principe. On aime à retrouver dans ces vastes recueils au-dessus de tout soupçon les actes généreux qui consacrent la puissance des loix & la fidélité de leurs ministres. Nous y conservons avec soins les arrêts mémorables, qui plus d'une fois ont affermi ou rétabli sur le trône votre auguste race : les actes conservatoires des droits de la nation ne méritent pas moins & notre vigilance & l'immortalité. D'ailleurs, il est des regles positives, il est des droits particuliers, dont les seuls titres sont les actes qui les renferment. Le pouvoir d'anéantir ces actes ne peut être avoué ni par la raison ni par la loi. La fortune publique, l'intérêt des familles en souffriroient également. Tout doit être inaltérable dans les registres d'un tribunal, jusqu'à ses erreurs. La loi permet